La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° **1194** février 2018

SOMMAIRE :

page 2 Repenser l'économie, enfin !

MARIE-LOUISE DUBOIN et JEAN-PIERRE MON *expriment leur joie de constater qu'enfin l'économie telle qu'elle est enseignée dans les facultés et par suite appliquée partout, est enfin publiquement remise en question.*

page 4 Vous avez dit : abondance !

Retour sur l'emploi de ce terme dans nos colonnes.

page 5 Simplement dire «NON».

FRANÇOIS CHATEL *constatant tous les méfaits du capitalisme et qu'une autre organisation de l'économie est possible, incite à suivre l'exemple de tous ceux qui ont eu le courage de dire NON à l'idéologie dominante et, sans violence, de refuser de lui obéir.*

page 9 Autorité et dépendance.

MICHEL BERGER *tente de répondre aux questions qui se posent quant à la dépendance de certains, soumis à l'autorité des autres. Bien des soumissions injustifiées ont été éradiquées, mais de nouvelles ne sont-elles pas menaçantes ?*

page 13 Quel monde demain ?

JACQUES HAMON *fait le tour des problèmes écologiques que l'humanité doit affronter, et constate que la façon dont elle s'y prépare n'incite pas à l'optimisme.*

page 14 Tribune des lecteurs

Réponses à des questions qui ont été posées aux rédacteurs.

PRIX en FRANCE 3 €. ISSN : 2117-5047, eISSN : 2493-2752 *commission paritaire* N°0418 I 83051

Repenser l'économie, enfin !

Il y a plus de 80 ans, le fondateur de ce journal entreprenait de dénoncer publiquement les aberrations économiques qui étaient enseignées en faculté et que, contrairement à une croyance imposée, il était possible de repenser l'économie. Il parvint à convaincre beaucoup de monde, mais pas "les décideurs".

Bernard Maris, un des rares économistes à avoir reconnu la pertinence de ses réflexions, avait presque réussi, peu avant d'être assassiné, à faire créer une nouvelle section d'économie au Conseil National des Universités : il avait même reçu l'accord de la Ministre. Mais celle-ci, au dernier moment, ne signa pas le décret… sans en donner la raison !

C'est ainsi qu'en France, pendant des décennies, oser dire que l'économie devait être refondée était impensable : oser une pareille "utopie", c'était faire preuve de mauvais esprit, et le coupable ne pouvait qu'être incompétent.

Et pourtant, enfin, des esprits s'ouvrent. Au point que c'est aujourd'hui tout un réseau international très actif d'étudiants, d'enseignants, d'écologistes, de simples citoyens… qui se rassemblent pour démystifier, diversifier, revigorer l'économie, tant dans l'enseignement que dans la vie de tous les jours[1].

Le mouvement est né au début des années 90 à l'Université de Sydney où quelques étudiants et certains professeurs ont commencé à souligner l'étroitesse de leur formation économique. Pour la faire évoluer, ils ont réussi à faire créer un département d'économie politique (qui existe encore…).

Les universitaires australiens n'étaient pas les seuls à critiquer leur formation économique.

En 1992, la *Revue Américaine d'Économie* publiait une lettre appelant à élargir l'enseignement de l'économie. La lettre était signée par neuf "prix Nobel" dont Paul Samuelson et Robert Solow.

Entre 2000 et 2003, des étudiants des universités de Cambridge, de Harvard et de Paris demandèrent aussi que leur enseignement d'économie soit radicalement transformé. En France, la presse fit largement écho à cette demande et le Ministre de l'Éducation Nationale de l'époque, Jack Lang, chargea J.P Fitoussi de la rédaction d'un rapport, qui, rendu public en septembre 2001, contenait d'importantes propositions pour modifier en profondeur l'enseignement de l'économie.

Mais cela en resta là.

Les étudiants de l'Université de Sydney ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils n'étaient pas une exception et que leurs critiques sur l'enseignement de l'économie ne concernaient pas qu'une université particulière ou un seul pays mais que c'était un phénomène mondial. Ils apprirent qu'il existait déjà un mouvement international, *l'Initiative Internationale des Étudiants pour le Pluralisme Économique* (ISIPE) auquel ils adhérèrent et dont ils sont toujours membres. Ils y exposèrent leur souhait commun d'un enseignement d'une économie plurielle.

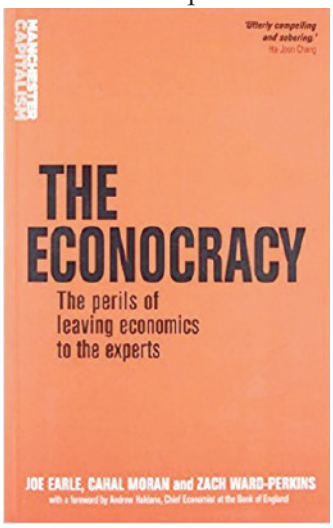
Bien évidemment les étudiants de *Repenser l'Économie* et les mouvements du même type ont été fortement influencés par les événements de 2007/2008 qui ébranlèrent non seulement les marchés mondiaux mais aussi les bases même de l'économie. Souvenons nous, pour l'anecdote, de l'étonnement de la reine d'Angleterre demandant : «*Comment se fait-il que personne n'ait rien vu venir ?*»…

Bref, le scepticisme et la défiance envers les économistes se répandirent dans une grande partie de la population. Et, bien sûr, les membres de *Repenser l'Économie* essayèrent de comprendre pourquoi le krach financier avait eu lieu, pourquoi le niveau de chômage est si élevé, pourquoi des services publics sont supprimés, etc. !

Ils en conclurent que, de toute évidence, il fallait remettre en cause la théorie économique actuellement enseignée.

Ils ont aussi rapidement compris que la réforme de l'enseignement de l'économie à l'Université n'était que la moitié du problème car les étudiants d'aujourd'hui seront demain des hommes et des femmes politiques qui auront besoin de mieux informer et donc d'apprendre à communiquer d'une façon beaucoup plus compréhensible par la grande majorité de la population, afin que tous les citoyens puissent désormais contribuer aux débats économiques.

Repenser l'Économie a publié en 2015 son premier ouvrage *The Econocracy: the perils of leaving economics to the experts*[2].



L'action de *Repenser l'Économie* s'étend maintenant aux Universités de la plupart des pays, y compris la Chine et les États-Unis.

Le réseau impulse de nombreuses manifestations notamment en Grande Bretagne.

TRENTE-TROIS THÈSES

L'une de ses manifestations les plus récentes a eu lieu le 12 décembre dernier (pour le 500ème anniversaire de la *Réforme* !) à l'University College de Londres où furent présentées trente-trois thèses (chiffre considérable). Préparées par des étudiants, des économistes et des enseignants réunis par *Repenser l'Économie* et le

inscription sur la banderole : *Nous repensons l'économie. Et vous ?*

New Weather Institute[3], elles résument la critique détaillée du courant économique classique, comme le prouvent les extraits d'interventons qui sont reproduits ci-contre.

Cette manifestation, présidée par Larry Elliot, directeur de la rubrique économique du quotidien britannique *The Gardian*, a reçu l'appui d'économistes renommés, tels que Mariana Mazzucato, Kate Rawoth, Steve Keen… et de dirigeants politiques dont, entre autres, Caroline Lucas, ancienne présidente du parti *Les Verts* d'Angleterre et du Pays de Galles, députée européenne de 1999 à 2010 et récemment élue à la Chambre des Communes.

Alors que le monde est confronté à la pauvreté, aux inégalités, à la crise écologique et à l'instabilité financière, ces trente-trois thèses constituent un constat d'impuissance de l'économie néo-libérale qui a le monopole écrasant de l'enseignement de l'économie et qui, au lieu de se réformer et d'adopter une façon scientifique de raisonner, demeure une somme de croyances infondées.

Ces trente-trois thèses sont donc enfin un défi porté en public au monopole intellectuel insensé du courant dominant dans l'économie.

Réparties en 9 groupes, elles font découvrir les nouvelles perspectives qu'une approche pluraliste pourrait apporter à cette discipline, comme le montrent les titres de ces groupes :

1. Finalité de l'économie (4 thèses)
2. Le monde et la nature (4)
3. Institutions et marchés (5)
4. Travail et capital (1)
5. Nature de la prise de décision (2)
6. Inégalités (3)
7. Croissance du PIB, innovation et dette (4)
8. Monnaie, banques et crises (5)
9. Enseignement de l'économie (5)

Nous ne pouvons pas entrer ici dans les détails, mais nous remarquons qu'une thèse (la N°24, du groupe 8) ne manque pas de préciser que la plus grande partie de la monnaie qui entre en circulation dans l'économie est créée par les banques commerciales quand elles ouvrent un crédit. Nos lecteurs le savent, mais cela ne semble pas être le cas pour la plupart des gens, dont de nombreux journalistes !

Extraits de discours de personnalités lors de la séance d'ouverture

• *«L'économie néoclassique joue le même rôle que la théologie catholique dans l'Europe médiévale : celui d'un système de pensée qui raisonne en disant que les choses sont ce qu'elles sont parce qu'elles doivent être ainsi».*

(Ha-Joon Chang (Univerité de Cambridge, auteur de *"23 choses qu'on ne vous dit pas sur le capitalisme et l'économie : mode d'emploi"*, Madrid, 2012)

• *«C'est d'une révolution copernicienne qu'a besoin l'économie, pas d'une réforme»*

(Steve Keen (Université Kingston de Londres, auteur de *L'économie démasquée*, Capitan Swing, Madrid, 2015)

• *«L'occasion et la nécessité de repenser les modèles économiques est stimulée par une série de défaillances manifestes récentes telles que la menace d'un changement climatique, la destruction de l'environnement, les crises financières comme celle de 2007-2008, l'augmentation des inégalités, le contrôle des médias par le capital… Dans ce contexte les 33 thèses sont un stimulant pour passer à l'action…»*

Sir David King (Université de Cambridge)

On comprend que *La Grande Relève* tienne à saluer cette manifestation qui montre qu'une autre économie est possible ! Il faut que le grand public cesse de croire que tout est figé de façon indiscutable. Et le débat doit être ouvert pour que la société puisse décider.

Pour bien terminer la journée du colloque les participants, public et étudiants, se sont rendus en cortège à la très célèbre *London School of Economics* sur les portes de laquelle ils ont agrafé leurs thèses et l'exigence de la mise en place d'une réforme adéquate de l'enseignement de l'économie.

Espérons que des initiatives du même type vont se multiplier partout !

M.-L DUBOIN et J.-P. MON

Références:
1. Son appellation d'origine est *Rethinking Economics*.
2. *Les dangers de laisser l'économie aux mains des experts*, éd. Manchester University Press, 2016.
3. *Nouvel Institut Météorologique*.

Vous avez dit : abondance !

Il paraît nécessaire, pour éviter toute confusion, d'insister sur le sens du mot abondance employé par Jacques Duboin, et repris par François Chatel dans son article R*etour sur le futur* dans *La Grande Relève* du mois dernier (GR 1193) : Il est vrai qu'au mot "abondance" est associée spontanément l'image de la profusion, qui s'étale de nos jours sur les rayons des hypermarchés et garnissent les sites de vente sur internet. Ce n'est qu'après réflexion qu'on s'aperçoit que cette image ne montre qu'un seul côté de l'actualité. Pas l'autre, pas l'art de faire acheter des gadgets inutiles, pas les montagnes de gâchis des invendus, ni la misère de tous ceux qui, tentés par ces étalages, ne ressentent que plus vivement l'insuffisance de leurs moyens de paiement.

Les économistes orthodoxes, que Duboin ne perdait pas une occasion de critiquer, ne se sont bien sûr pas privés de parier sur ce réflexe pour le surnommer "l'apôtre de l'abondance" auprès de ceux qui les croient sur parole. C'était faire croire qu'il prônait la "liberté" de produire, sans limites, tout et n'importe quoi, sous prétexte que c'est devenu techniquement possible. Il suffit pourtant de lire par exemple *Rareté et Abondance* pour comprendre à quel point c'est déformer sa pensée.

Car le mot est choisi par opposition à celui de rareté pour souligner le bouleversement qui s'est produit dans les conditions de la production et que les économistes classiques refusent de reconnaître, pour ne pas avoir à modifier les certitudes qu'ils ont apprises et qu'ils enseignent.

Dès les années 30 du siècle dernier, la crise qui a touché l'ensemble des pays riches a fait comprendre à Jacques Duboin qu'un tournant était entamé. Que ce que les économistes appelaient surproduction était en fait sous-consommation, parce que la production ayant besoin de moins de main d'œuvre, distribuait de moins en moins de pouvoir d'achat. Il critiqua donc de toutes ses forces la politique économique qui consista alors à réduire l'offre, à juguler l'abondance parce qu'elle fait baisser les prix, donc les profits. Il tenta de faire comprendre ce qu'il y a d'odieux à maintenir ainsi coûte que coûte, la misère dans l'abondance, à seule fin de faire perdurer un système dépassé! Il dénonça les innombrables lois prises à travers le monde pour limiter la production de vivres ou pour imposer leur destruction, renforcées ensuite par la seconde guerre mondiale et ses destructions encore plus massives… qui, en créant des emplois dans la reconstruction et la modernisation des équipements, donc des revenus, ont insufflé de l'oxygène au capitalisme pendant une trentaine d'années. Après quoi le potentiel de production s'est retrouvé encore bien plus considérable ! Mais la politique économique n'a toujours pas consisté à chercher comment répartir plus équitablement les richesses quand celles-ci peuvent être produites avec de moins en moins de main d'œuvre. Bien au contraire, pour maintenir l'économie capitaliste, pour que l'échange marchand continue à générer du profit, le seul objectif consiste à ne développer que la production "rentable", au mépris de tout autre considération. Un passage de *Rareté et abondance* l'explique en deux phrases :

> *«Si l'on oppose la rareté à l'abondance, c'est parce qu'un produit utile possède une grande valeur d'échange tant qu'il reste rare et perd sa valeur d'échange en devenant abondant. Et comme sans valeur d'échange, aucun profit n'est possible, on combat l'abondance, faussement dénommée surproduction, dans l'espoir que le produit utile devenu rare retrouvera une valeur permettant de l'échanger avec profit».*

Alors que le développement des techniques de production permet théoriquement de produire n'importe quoi en abondance, Duboin affirme, dès les années 1930, qu'il faut renoncer à cet impératif de profit financier qui repose sur la rareté. Il est encore plus urgent aujourd'hui que les choix de politique économique soient basés sur la raison pour qu'enfin soient pris en compte le progrès des connaissances, l'état des techniques, la limitation des ressources, les problèmes posés par la santé, par l'environnement, etc, pour décider de la production nécessaire à satisfaire les besoins de tous, de la meilleure façon possible.

Simplement dire «NON»!

«*Connaissez-vous situation plus étrange et dramatique que celle d'une société qui sent qu'elle porte en elle-même luttes et contradictions, qui comprend qu'une période s'achève pour elle et qui hésite, qui tremble presque de s'engager dans la seule voie où elle peut retrouver la sève et la vie ?*»

Jacques Duboin, *Les Yeux ouverts*

Pourquoi dire non ?

Les méfaits du capitalisme et sa variante moderne, le néo-libéralisme, s'avèrent chaque jour plus évidents, plus concrets, tels les écarts insensés des inégalités sociales, les malaises sociaux, l'emprise croissante et antidémocratique d'une oligarchie au pouvoir, l'impérialisme de la finance, l'exploitation des peuples, la dilapidation des ressources, les escroqueries scandaleuses, la destruction de la nature, le réchauffement climatique, la poursuite insensée de la fabrication d'armes créées pour le massacre malgré des guerres abominables passées et présentes. Et j'en oublie ! Cette inadaptation du système économique aux conditions économiques existantes en ce début de 21ème siècle, suffit à le discréditer. Tel un appareil mécanique désuet, dont poursuivre l'utilisation peut mener à la panne et à l'accident, il est devenu indispensable de le remplacer par un autre, mieux adapté.

Jacques Duboin nous a montré que la voie dans laquelle s'est engagé le capitalisme est sans issue. Se nourrissant de la rareté, affamé de profit, ce système économique a utilisé l'échange et la compétition pour transformer le progrès technique en croissance productiviste. Il est ainsi parvenu à l'abondance matérielle… qui est sa pire ennemie ! Il tente donc, par tous les moyens, de la camoufler, alors qu'elle est le sommet de l'évolution matérialiste, l'objectif poursuivi depuis des siècles par la civilisation occidentale ! Et Duboin d'indiquer que tous empruntent la même impasse : du côté libéral, on s'enferre dans les certitudes capitalistes, et du côté "socialiste", on reste agrippé à l'échange, ayant même souvent adopté le point de vue libéral.

Alors que l'*économie distributive*, la solution économique adaptée à l'abondance, préconise au contraire, *le partage*. Il ne faut évidemment pas imaginer qu'il s'agit de défendre une sorte de prise au tas qu'une production sans limites, complètement déconnectée des problèmes écologiques, rendrait possible. Le mot abondance est employé (voir page précédente) pour souligner le bouleversement qui s'est produit dans les conditions de la production. Hier encore, la rareté était le lot quasi général (sauf pour la caste des privilégiés). C'était la consommation subie, conditionnée par son pouvoir d'achat. Mais aujourd'hui, l'abondance existe potentiellement et représente ce Graal, ces formidables moyens de production créés et perfectionnés qui peuvent nous permettre *de choisir* de façon démocratique notre niveau de consommation. La frugalité volontaire, la décroissance de la consommation, par exemples, par respect de la nature, par souci envers notre santé et des générations futures, pourraient être des choix de peuples connaissant l'abondance.

Nous pouvons dire que notre époque est parvenue à rassembler tous les éléments pour créer une société au-delà de la rareté.

Il n'est plus pensable pour l'humanité occidentalisée de se permettre de confier la gestion de la relation entre la société et la nature aux règles du marché, pour des raisons devenues évidentes. Exemple : l'utilisation du pétrole. Il est encore abondant et ses services énergétiques sont grandioses. En conséquence, le marché va lui attribuer un prix très bas provoquant une consommation importante absolument contraire aux mesures à prendre pour juguler le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique.

Toutes les règles de fonctionnement du capitalisme s'avèrent inadaptées aux conditions économiques présentes et aux urgences concernant l'environnement et les ressources disponibles. La main invisible du 18ème siècle est devenue cette patte grossière du 21ème qui souille et dilapide tout ce qu'elle touche.

«*Ne serait-ce qu'intuitivement on commence à trouver intolérables les conditions sociales, économiques et culturelles d'existence qu'on acceptait passivement il n'y a guère qu'une dizaine d'années*»[1]. Nous en avons marre de cette guerre de tous contre tous, de la concurrence, de la compétition, de la rentabilité, de se

tuer au boulot pour vivre, de vivre à chercher un boulot, de devoir se vendre comme une marchandise, de ne plus dire bonjour et ne sourire à personne, de ne plus voir ses parents par manque de temps ou d'éloignement, et acheter tant qu'on peut, acheter pour enfouir sa peur et ses frustrations et courir…courir…au point d'échapper à la vraie vie !

Savez-vous que cette situation n'est pas inéluctable et qu'il suffit de dire «NON»? Le refus des effets néfastes du néo-libéralisme trace en chacun de nous le premier sillon dans le champ d'un nouveau mode de vie possible. La négation devient dès lors affirmation. Le rejet du présent devient création du futur. Le «non» à l'inacceptable réalité devient un «oui» à la construction de demain. Et savez-vous que l'économie distributive est prête à prendre le relais, totalement adaptée aux conjonctures du monde économique actuel ?

COMMENT DIRE NON

La plupart du temps, chaque NON prononcé s'est traduit dans le monde par un recours à la violence. La volonté de changer une loi injuste ou un système politique défaillant est revenu généralement à défouler la frustration contenue jusqu'à lors, sans maîtrise, en appliquant sans réflexion la démarche apprise culturellement qui consiste à détruire ce qui symbolise la tyrannie, jusqu'au tyran lui-même. Or, la violence est totalement contre révolutionnaire car elle justifie le commentaire selon lequel une révolution, par définition, n'aboutit qu'à un retour à son point de départ. Et pourtant, lors des quarante dernières années, cinquante des soixante-sept renversements de régimes autoritaires ont abouti grâce à la résistance civile non-violente. L'antimilitariste et socialiste libertaire B. de Ligt dit à ce propos : «*l'emploi des moyens de guerre […] rend injuste la cause la plus juste, puisque ceux qui s'y laissent entraîner ne peuvent faire autrement que de descendre au même niveau de violence brutale que ceux qu'ils combattent. Même s'ils gagnaient, en fait, ils seraient condamnés fatalement à garantir les fruits de leur victoire par un système de défense violente toujours plus perfectionné, donc plus inhumain, et de s'embourber au point de n'en pouvoir sortir, dans le chemin de la destruction*»[2]. La violence s'entretient d'elle-même et discrédite la

révolution. C'est ce qui s'est passé pour les révolutions française et russe. Leurs faillites ont prouvé définitivement que, de nos jours, ces faillites sont aussi celles de l'instauration dans la violence d'une société nouvelle, et de l'idée que pour progresser il faut détruire son adversaire.

Aujourd'hui, toute revendication, même justifiée, qui s'appuie sur le recours à la violence, se fait englober dans la barbarie terroriste. Et je redonne la parole à l'étonnant et trop méconnu Barthélémy de Ligt : «*la maxime que le but sanctifie les moyens ne peut être approuvée que dans ce seul sens : un but sacré exige des moyens sacrés. Le socialisme coïncidant complètement avec l'humanité (le sens de l'humain dans l'homme), ses moyens ne peuvent jamais entrer en contradiction avec elle, ni blesser cette humanité. C'est pourquoi la révolution doit apporter au genre humain la morale la plus supérieure, celle de la solidarité. Un véritable révolutionnaire ne peut jamais être ennemi envers ses ennemis ni criminel envers des criminels… La révolution exige non seulement le renoncement de toute violence vis-à-vis des peuples et des classes, mais aussi vis-à-vis des individus […] La violence est partie intégrante du capitalisme, de l'impérialisme et du colonialisme, et ceux-ci sont par leur nature même violents tout comme la brume par sa nature est humide*»[2].

En conséquence, si nous voulons entrer en résistance contre le capitalisme et l'éradiquer, il faut nous inspirer des actions victorieuses non violentes de désobéissance civile, qui ont prouvé leur efficacité, et de leurs maîtres à penser, à ceux déjà cités par Bernard Blavette[3], il faut associer César Chavez, Rosa Parks, Howard Zinn, Khan Abdul Ghaffar Khan, Albert John Lutuli, Bayard Rustin, David Dellinger, Danilo Dolci, Jawdat Said, Steve Biko, Desmond Tutu, Pérez Esquivel, Moubarak Awad, Mairead Corrigan, Jean Van Lierde et Jésus Christ pour les chrétiens, et en France Bernard Clavel, Jean Goss et Hildegard Goss-Mayr, Albert Schweitzer, Jean-Marie Muller, et bien d'autres !

Dire non, c'est refuser de baisser les yeux face à un pouvoir dévastateur, face à une organisation dont nous savons qu'elle nous conduit à la sous humanité. Dire non, c'est résister à cette propagande qui tente de nous rendre apa-

thiques et soumis à la volonté de l'oligarchie. Dire non, c'est s'opposer à cette mobilisation de tous contre tous, au profit des nantis. Dire non, c'est réaliser que le système économique actuel ne convient plus au monde dont nous sommes héritiers.

L'ensemble des victoires obtenues par la désobéissance non-violente et la solidarité, comme par exemples, l'indépendance de l'Inde, les droits civiques des Noirs et les revendications des ouvriers agricoles aux États-Unis, la lutte contre l'apartheid, la marche de Janadesh et, plus près de nous, la résistance au Larzac et à Notre-Dame des Landes, doit amener l'ensemble des mouvements anticapitalistes à se réunir pour organiser la résistance non-violente partout où il sévit, sans considération de frontières ou de différences d'intérêts.

À chacun, à chaque groupe, suivant ses moyens, de trouver la meilleure stratégie pour se mettre en travers des agissements délétères du capitalisme. Boycott de la consommation inutile, vote blanc à toutes les élections, non collaboration, stratégie en faveur de la sur- ou sous-production, fauchages de plantes OGM, objections de conscience et refus de tout armement, mouvements d'occupation d'exploitations minières et industrielles dangereuses ou polluantes, réduction drastique de la consommation de viandes et de laitages, manifestations, marches, sit-in, pétitions, etc…

Profitons de la généralisation mondiale du capitalisme pour réaliser un grand coup de balai global et simultané.

C'est ce que promeuvent déjà de grands mouvements anticapitalistes comme le zapatisme. Celui-ci, depuis sa conversion à la lutte non-violente, puise sa source au croisement de trois traditions politiques : une certaine forme de pacifisme telle qu'on la trouve chez Tolstoï et les quakers, la doctrine du satyagraha de Gandhi, et les idéologies de la révolution sociale telles que le socialisme et l'anarchisme. En se fondant sur ce socle théorique, les "révolutionnaires non-violents" cherchent, au niveau pratique, à réaliser des changements sociaux, économiques et politiques radicaux par des moyens qui rejettent à la fois l'action parlementaire et l'emploi de la violence. Ils ont lancé une invitation à «*construire l'internationale de l'espérance… par-dessus les frontières, les langues, les couleurs, les cultures, les sexes*», tout en soulignant que «*la dignité est cette patrie sans nationalité, cet arc-en-ciel qui est aussi un pont, ce murmure du cœur qui ne se soucie pas du sang qui le vit, cette irrévérence rebelle qui se moque des frontières, des douanes et des guerres*»[4]. À leur initiative, "La Sexta", définie comme un réseau de luttes anticapitalistes, se donne un seul terrain d'action : la planète Terre.

L'appel à constituer un maillage planétaire de luttes repose sur le constat que tous les peuples affrontent un ennemi commun, le néo-libéralisme, qui n'est rien d'autre que le nom de la forme actuelle du capitalisme.

LES RISQUES DE DIRE NON

Certains trouvent que la non-violence impose une prise de risque trop exigeante, et qu'affronter un homme armé sans protection et sans arme reviendrait à se jeter dans la gueule du loup. En d'autres termes, ce serait une pure folie puisque la probabilité existe que l'on y perde la vie (exemple : Rémi Fraisse). Mais y a-t-il moins de risque à s'engager dans une lutte armée ? Toute action dans la vie impose une prise de risque, risque pour son intégrité physique, risque pour sa vie, risque pour sa dignité, risque de défaite. Or choisir la non-violence c'est justement réfléchir sur la puissance de ses propres convictions à s'engager dans le mouvement revendicateur et tester celle-ci. On doit s'attendre à des représailles de la part de l'adversaire violent. L'engagement non-violent, c'est dangereux puisqu'on risque de souffrir et même de perdre sa vie. «*De tous les dons qui nous ont été faits, celui de la vie est sans doute le plus précieux. Celui qui fait le sacrifice de ce don, désarme toute hostilité. Il ouvre la voie à la compréhension mutuelle des adversaires et à un règlement honorable du conflit*»[5]. Cependant, il faut savoir que «*la non-violence est le moyen le plus inoffensif et le plus efficace pour faire valoir les droits politiques et économiques de tous ceux qui sont opprimés et exploité*»[5]. À part les privilégiés, ne le sommes-nous pas tous? Or, son avantage sur la lutte armée c'est qu'elle favorise l'union, tout en évitant les lourdes pertes humaines ainsi que les dégâts matériels. Elle exerce également une force directe sur l'adversaire ou indirecte par l'appui de l'opinion publique afin de le contraindre à abandonner la violence. Selon J.J.Origas,«*en vérité, la non-violence a une puissance éducatrice et pour ainsi dire rédemptrice: elle ouvre, elle élève les consciences les plus rebelles et les forces à réfléchir*»[6] La non-violence est la stratégie idéale pour aider son adversaire à se remettre en question. Selon le Mahatma Gandhi, le non-violent doit chercher à «*ouvrir les yeux*» de son adversaire en touchant sa conscience. «*Le champ de bataille de la non-violence, c'est le cœur de l'homme*»[7] dit Vinôba Bhave, un disciple de Gandhi. Elle est donc toujours préférable à la lutte armée.

De plus, la lutte non-violente permet de se procurer une grande connaissance de soi et ainsi de chercher sa propre amélioration. En plein désarroi, on risque de recourir à la violence et ● ● ●

par la suite, de n'être pas en paix avec soi même. Par contre, en ayant le contrôle de soi, on est paisible et confiant; ce qui nous procure du bien être et du bonheur. Il convient donc de s'armer de la plus grande arme à notre disposition : la volonté. La lutte non-violente est donc formatrice.

CONNAÎTRE L'OBJECTIF

Afin que le mouvement de refus de toute collaboration au système capitaliste ne s'essouffle ou ne dévie de son objectif, il convient de lui donner un objectif concret et une solution finale à promouvoir. C'est la différence entre la révolte et la révolution. Une révolution comporte un but déterminé.

Comme le NON qui nous importe ici consiste à s'opposer au capitalisme et à le détrôner définitivement, il serait malsain, au risque de constater son retour, de manquer d'alternative. «*Le projet révolutionnaire doit s'élargir aux dimensions colossales des possibilités de société qu'offre notre époque, car si les préconditions de la liberté se sont développées bien au-delà des rêves les plus audacieux du passé, il en est de même pour la représentation que l'on peut se faire de cette liberté. Parvenus au seuil d'une société au-delà de la rareté, nous voyons mûrir la dialectique du social et se préciser tant ce qu'il faut abolir que ce qu'il faut créer*»[1]. Quelle solution mieux adaptée à cette substitution que l'économie distributive, qui est la seule à proposer et à organiser l'abandon de l'échange au profit du partage ? Déjà, nous entrevoyons cette nouvelle société basée sur la répartition des biens en fonction des besoins de chacun, sur l'abolition de la propriété privée utilisée comme capital, sur l'élimination de toute relation marchande, sur la rotation des tâches et le choix de son activité sociale, sur la réconciliation avec l'environnement. Voilà pourquoi, depuis tant d'années déjà, la *GR* s'applique à parachever les propositions de solutions pour une nouvelle société en recherche de coopération et de solidarité, en recherche d'un nouvel équilibre mondial basé sur l'entraide et le partage des ressources, en recherche d'une réconciliation avec la nature et la beauté et en recherche d'une idéologie plus noble, plus élévatrice, consacrée à la promotion de l'être. Et nous ne réalisons pas aujourd'hui la portée de ce changement sur cette relation transformée entre la nouvelle société et l'évolution en chacun du psychisme à la racine des comportements.

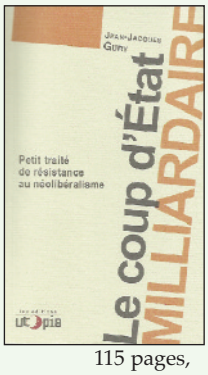
François CHATEL

Références :

1. Murray Bookchin, *Au-delà de la rareté*, éd. écosociété.
2. Barthélémy de Ligt, *Le problème de la guerre civile*, discours tenu à la conférence de la War Resisters International, 23-27 juillet 1937, à Copenhague.
3. Bernard Blavette, *Non violence active et désobéissance civile*, *GR* 1193.
4. Wikipédia. Le zapatisme.
5. Nirmal Kumar Bose, *Selections from Gandhi*,1948.
6. J.J. Origas, article sur la non-violence, encyclopédie universalis.
7. Vinôba Bhave, encyclopédie universalis.

Le coup d'État milliardaire

Petit traité de résistance au néolibéralisme



115 pages, 6 euros.

Comme la plupart des publications des éditions utopia (61 Bd Mortier, 75020 Paris), voici un petit livre à ne pas manquer. Peut-être parce qu'il est juriste de formation, son auteur, Jean-Jacques Gury, a un style particulièrement précis, clair, facile à lire. En quelques pages, il brosse le tableau de la révolution libérale lancée par Regan et Thatcher pour les milliardaires, ce qu'il désigne par cette formule bien trouvée de coup d'État… à l'échelle mondiale, et il dresse le bilan de ses conséquences : «*depuis plus de trente ans, on s'efforce d'adapter les êtres humains à une organisation posée comme une fin en soi*». Le constat est clair : «*La tromperie est totale. Le grand problème aujourd'hui serait les dettes des États alors que tout le système financier et monétaire n'est construit que sur elles*». Et lui au moins n'hésite pas à écrire : «*la monnaie devrait être un bien commun…et ne pas servir à constituer des fortunes colossales en créant de l'argent… sans aucune création de biens ou de services*». Son livre est en plus une mine d'arguments chiffrés, précieux quand on tente de faire comprendre autour de soi la réalité de notre époque.

Il conclut par des propositions de bon sens, mais sans oser franchir le cadre de la logique capitaliste. C'est dommage qu'il n'aille pas jusqu'à constater que le coup d'État en question est l'aboutissement de cette logique, peut-être à son paroxysme.

Il cite pourtant fort à propos La Boétie : «*les hommes défendent parfois leurs servitudes comme si c'étaient des libertés*».

M.-L. D.

Autorité et dépendance

La discipline faisant la force principale des armées, il importe que tout supérieur obtienne de ses subordonnés une obéissance totale et de tous les instants.

(Extrait d'un ancien règlement militaire)

Dans cet extrait du règlement militaire, bible imposée autrefois aux jeunes appelés, et que je cite ici approximativement, de mémoire, trois thèmes voisins : celui de l'autorité : «la discipline», de la dépendance des uns à l'égard des autres, «l'obéissance» et de la hiérarchie inégalitaire, «le supérieur et le subordonné». Les trois résument une grande partie des rapports qui fondent nos sociétés humaines.

Mais qui ou quoi les justifie ? Et si justifications il y a, ont-elles été toujours les mêmes, sont-elles en relation avec l'éthique, avec les droits de l'homme ? Sont elles identiques dans toutes les formes de gouvernement : aristocratique, oligarchique, dictatoriale, démocratique? Sont elles immuables, ou sujettes à l'évolution des idées, ont-elles un rapport avec l'humanisme dont nous nous prévalons encore ; avec les religions, la politique ou l'économie ? Sont elles résumées dans le droit ou la législation ? Les comportements qu'elles induisent se sont-ils modifiés dans le temps ? Peut-on parler d'un progrès moral dans nos manières de les exercer ? Et si on parvient à déceler des avancée, peuvent-elle encore progresser, dans quelle direction, et sous quelles influences ?

Il peut paraître prétentieux d'aborder ces questions dans un article nécessairement bref. Et il faudrait pour être sérieux un solide support intellectuel, une culture minimale où figureraient en bonne place et dans le désordre Socrate, Machiavel, La Boétie, Erasme, Montesquieu, Spinoza, Montaigne, Tocqueville, Proudhon, Marx et bien d'autres. Je n'ai donc pas la possibilité de répondre aux questions évoquées ci–dessus, mais les poser en tant que simple citoyen avide de comprendre où va le monde, présente je l'espère un certain intérêt. Et "l'amour de la sagesse" est un sentiment trop précieux pour le laisser entre les mains des seuls philosophes.

Et puis les bouleversements du monde s'y prêtent. Aucun des grands penseurs cités plus haut n'en pouvait soupçonner l'existence: Le refus de l'autorité, de la soumission d'un genre à un autre, la croissance démesurée des pratiques managériales, la puissance occulte de la publicité, la laïcité menacée, la nécessaire remise en cause de la distribution des richesses de la terre, la prolifération des systèmes numériques de surveillance. Toutes ces transformations, à peine émergentes dans les esprits et dans les usages il y a quelques dizaines d'années, autorisent ceux qui n'ont qu'un contact superficiel avec la philosophie, l'économie, la politique, l'écologie, à s'emparer avec humilité de ces thèmes, enjeux de survie pour notre humanité.

Les fondements de l'autorité

Alors commençons par l'autorité. Je me remémore une scène d'une série télévisée : Elle oppose une jeune enseignante et un adolescent en capuche : «*D'où es-tu pour me donner des ordres ?*» s'exclamait-il. C'était insolent, impoli et choquant, mais en même temps pertinent. Sur quoi se fonde le droit à l'autorité ?
On l'attribue par habitude, dans la politique ou l'administration, aux droits acquis d'une caste éduquée pour cela, recrutée sur concours ou justification de diplômes. Dans les milieux entrepreneuriaux, elle est dévolue aux détenteurs du capital, les actionnaires, et aux dirigeants. Les deux, plus ou moins mêlés, reproduisent fidèlement nos structures sociales de plus en plus contestées.
Tout l'édifice se fissure. Un indice révélateur : les textes officiels qui régissent le monde de l'entreprise. Dans la formulation actuelle du Code Civil elle a pour unique rôle le profit, mais des voix s'élèvent pour lui imposer des objectifs supplémentaires, environnementaux et sociaux. Nouvelle écriture qui permettrait des recours devant les tribunaux. En cas par exemple de licenciements non justifiés ou d'atteinte insupportable à l'environnement. Inutile de dire que le MEDEF ne voit pas cette réécriture d'un très bon œil.
Mais si l'on renonce à l'argent, à l'appartenance à une caste pour justifier le droit à l'autorité, sur quoi s'appuyer ?
Sur la démocratie bien sûr, mais est-elle sans

défaut ? L'avis d'une majorité d'électeurs, fut–elle étroite, sur le choix d'un représentant ou d'une action collective, est-elle une garantie ? Il suffit que cette majorité soit mal informée pour que la démocratie vacille. Or l'absence d'informations ou, pire, la dispersion sur un public peu formé de fausses affirmations affaiblit beaucoup la prise de décision.
Il ne faut pas s'en cacher, les partis politiques, de quelque bord qu'ils soient, utilisent, à grand renfort de discours, d'affiches, de tracts, de médias, tous les procédés connus par la publicité pour vendre un programme ou faire élire un candidat. Or il est évident pour tout le monde que les messages publicitaires, même affectés à la politique, sont mensongers par nature. On s'y est habitué, on se croit capable de relativiser. En fait, on tombe dans tous les pièges, ce qui en prouve l'efficacité, et explique l'importance prise par les agences de publicité et les spécialistes de la communication…

Pourquoi n'en serait-t-il pas de même dans l'expression du pouvoir dit "démocratique" ? Dans toute communauté les électeurs les mieux informés sont en général minoritaires, alors que la majorité est abreuvée jusqu'à saturation de messages publicitaires. D'où les résultats très décevants de nombreuses consultations populaires.
L'élection du dernier président des États-Unis confirme en tout point cette crainte…

La clef de la démocratie passe donc par l'information des électeurs, et leur formation à l'esprit critique, mais comment y parvenir ? Les campagnes électorales sont censées y contribuer, les débats médiatiques aussi. Et il arrive que cela fonctionne, mais dans bien des consultations populaires, la diffusion d'informations complètes et objectives reste à peu près impossible.
Si la connaissance des hommes et des sujets soumis aux choix des électeurs est une des justifications de la démocratie, elle est difficile à partager dès que la population concernée devient diverse et nombreuse. Celui qui "fait autorité" est facile à reconnaître dans les communautés réduites, il est soumis en revanche à l'expression médiatique, avec tous ses défauts, dès que la population concernée est importante.
L'autorité implique une dépendance des individus à l'égard de ceux qui la détiennent. Ce qui suppose, sans la remettre en question, la supériorité des uns sur les autres. D'où l'établissement de hiérarchies que personne ne cherche à remettre en cause. Même les révolutions ne font que déplacer les acteurs mais les structures de pouvoir demeurent, seules les têtes ont changé.

Il existe des servitudes acceptées

Mais cette dépendance imposée par les habitudes sociales est parfois l'objet d'accommodements qui la rendent supportable à ceux qui en sont les victimes. L'exercice du pouvoir implique des responsabilités souvent inconfortables, que beaucoup refusent. L'obéissance passive a au moins une vertu attrayante : elle permet en particulier d'échapper aux préoccupations inhérentes à l'exercice du pouvoir.
Car, comme l'a exprimé La Boëtie, la servitude peut être volontaire. Il n'est pas exceptionnel qu'une prise d'otage, manifestation la plus sordide de la dépendance entre la victime son bourreau, se transforme parfois en relation plus ou moins consentie. Le "syndrome de Stockholm" décrit cette sorte de perversion.
Elle n'est pas très différente des rapports entre l'esclave et son maître. Désir de se faire bien voir, obéissance passive, voire reconnaissance à l'égard d'un maître dont on peut tout attendre, en mal le plus souvent, mais parfois aussi en bien, certains esclaves finissent par revendiquer leur statut comme plus avantageux que la liberté.
Dans le même ordre d'idée, beaucoup de femmes musulmanes réclament la liberté de porter le voile, pourtant signe non équivoque de leur dépendance à l'égard des hommes.

On ne peut passer sous silence le rôle éminent des religions dans l'organisation des états de dépendance. Entre un ou des dieux, fruits d'un imaginaire collectif, et le peuple, elle est le plus souvent relayée par une hiérarchie religieuse. Ce n'est pas le lieu ici de traiter du rôle des religions. Citons parmi les innombrables thèses émises sur cette question, celle de René Girard sur le désir mimétique, le rôle des rituels dans l'éradication de la violence, le sacrifice du bouc émissaire.
Mais on ne peut évoquer les états de dépendance entre les hommes sans parler de la soumission à des croyances religieuses. Il est difficile de les aborder, tant elles font appel à des sentiments profonds, ensevelis dans la conscience de chacun d'entre nous. Spinoza a écrit sur ce sujet des textes, qui sont encore éclairants plusieurs siècles après leur parution.

La dépendance est-elle dans la nature de nos sociétés ?

Bien des rapports de soumission sont inscrits dans l'inconscient collectif. Toutes les formes de dépendance ont pour caractère commun d'apparaître intangibles, inamovibles, éternelles et, pour tout dire, parties prenantes naturelles du fonctionnement de nos sociétés.
Quelques exemples : le colonialisme et sa

forme la plus odieuse, l'esclavage. Ils furent longtemps acceptés comme justifiés par la domination, considérée comme naturelle, d'une race sur une autre. Il y avait d'un côté les "civilisés" dont le rôle était d'apporter la civilisation aux "sauvages" auxquels on n'attribuait même, parfois, qu'une existence purement animale. On se souvient de la "controverse de Valladolid" au cours de laquelle la légitimité de l'asservissement des populations indiennes s'est posée au sein de l'Église espagnole.

Plus ancienne encore, et plus prégnante, la domination des hommes sur les femmes est loin d'être éradiquée. Elle apparaît même dans la Bible dès l'origine de l'humanité. La femme est issue de l'homme, créé en premier… Cette distinction a couru pendant des siècles. La femme est restée dévolue au service et au plaisir de l'homme, elle était : le "repos du guerrier". Rappelons qu'en France, pays des droits de l'Homme, de l'humanisme, les femmes n'ont obtenu le droit de vote qu'au milieu du XXème siècle, et elles ne pouvaient alors ouvrir un compte bancaire qu'avec l'autorisation de leur mari…

Ne parlons pas de la domination sexuelle, acceptée depuis longtemps dans la plupart des civilisations, il a fallu quelques évènements récents pour faire prendre conscience à la fois de la fréquence et de l 'agressivité des relations subies par les femmes.

Il y a probablement encore bien des formes de dépendances qui nous semblent parfaitement naturelles et que nous ne remettons pas en cause. Par exemple, nos comportements avec les animaux dont nous admettons avec désinvolture que nous avons sur eux tous les droits. En particulier celui de les mettre à mort après les avoir traités au cours de leur brève existence avec une inexcusable sauvagerie. Si quelques voix, encore timides, s'élèvent contre ces pratiques, l'opinion publique s'en inquiète peu. Il n'est pas impossible que dans quelques années les générations qui nous succèderont porteront sur la nôtre, dans ce domaine, un regard sévère.

Bien des formes de dépendance ont été progressivement éradiquées de nos comportements, en tout ou partie, avec de rares régressions. Mais dans la majorité des cas, elles ont été récusées de manière à peu près définitive et ne sont plus acceptées dans la plupart des pays du monde.

C'est le cas par exemple de l'esclavage : s'il existe encore, ici ou là, de manière sporadique, il est officiellement banni à peu près partout. Mais il faut se rappeler qu'il a été un mode de dépendance parfaitement admis pendant des siècles. Les victoires militaires s'accompagnaient de la prédation des biens matériels, du viol des femmes et de la mise en esclavage des hommes. Or cet esclavage, objet de transactions économiques dont nous conservons les traces même dans les grands ports français, était encore accepté dans certains pays, jusqu'à la fin du XIXème siècle. Sa justification était simple : on y voyait le seul moyen d'obtenir une main d'œuvre bon marché, la seule qui soit compatible avec les exploitations agricoles de l'époque.

Quant aux rapports de domination entre colons et "indigènes" dans nos ex-colonies, ils ont perduré jusqu'aux accords d'indépendance de la fin du XXème siècle. Il suffit de revoir les magazines des premières années de ce siècle pour constater la mise en dépendance des populations colonisées. Il était admis que l'indigène devait le respect aux colons qui avaient en revanche tous les droits de sévir. Punitions sous forme de sévices physiques allant parfois jusqu'à la mort. N'oublions pas non plus les épisodes de la guerre de 1914 au cours desquels les régiments issus de nos colonies ont été systématiquement mis en avant dans les situations les plus risquées.

De telles pratiques ne seraient plus admises de nos jours, au moins dans les pays qui se disent démocratiques.

Si les dépendances tombent les unes après les autres cela signifie-t-il que nos comportements font l'objet d'un réel progrès moral ? On pourrait alors se flatter des refus de l'esclavage, de la domination des hommes sur les femmes, de la dépendance imposée par des hiérarchies religieuses au profit d'une laïcité libératrice des consciences. Et d'autres murailles commencent à se fissurer, comme le salariat, encore modèle dominant du travail collectif. Je me suis déjà exprimé avec d'autres dans des articles récents de *La Grande Relève* sur ce sujet crucial.

L'éradication des formes de dépendance traditionnelles ne s'accompagne-t-elle pas de l'émergence de nouvelles ?

De ces conquêtes évidentes dans l'éradication des dépendances, peut-on inférer une amélioration durable de nos comportements sociaux? Ce serait vrai si nous étions certains que la disparition de formes de dépendance devenues inacceptables dans nos consciences collectives ne s'accompagnait pas de l'émergence de bien d'autres, dont nous n'avons encore qu'une connaissance très incertaine.

Ce pourrait être le cas des techniques publicitaires qui nous envahissent, de plus en plus ciblées. Elles nous plongent dans un monde où

nos libertés d'action se trouvent inexorablement modifiées au profit de certains intérêts. Libertés contrôlées par l'oligarchie en place, nouvelle dépendance, mieux dissimulée, mais peut-être encore plus contraignante.

La récupération de tous nos messages personnels, la mise à disposition des agents économiques de toutes nos particularités physiques, mentales, sociales, mettent chacun d'entre nous à la disposition des grands manipulateurs des circuits numériques.

Mais il y a plus grave : l'émergence des "neuro-sciences" donnera à ceux qui les maîtrisent un pouvoir sur les autres, dont nous n'avons encore qu'une idée très limitée. L'existence des "réseaux sociaux", encore inconnus il y a deux ou trois décennies, et la place qu'ils ont prise dans nos habitudes quotidiennes, montrent que la dépendance subit des transformations radicales. Plus insidieuse, elle n'en est que plus dangereuse.

Déjà émerge dans les débats la possibilité d'une mutation de l'humanité en faveur d'un "homme augmenté" qui profiterait de prothèses cérébrales et physiques pour faire émerger une forme nouvelle d'humanité.

Nous serons alors confrontés à un dilemme moral effroyable. Si le "transhumanisme" devenait possible, serait-il implicitement limité à une petite partie des êtres humains ? Ou bien déciderons nous de l'étendre à toute l'humanité ? Toutes les mutations des espèces vivantes, expliquées par le darwinisme, montrent que la première hypothèse est la plus vraisemblable. La plupart des formes nouvelles d'êtres vivants n'ont pas fait disparaître celles dont elles sont issues.

On aura ainsi institué une forme de domination irréversible, qui s'accompagnera d'une disparition partielle mais considérable d'une grande partie de l'humanité telle que nous la connaissons.

Les phénomènes migratoires, qui n'en sont encore qu'à leurs débuts, ne sont peut-être que les prémices de la fin d'une partie d'entre nous, condamnée par le réchauffement d'une terre devenue par endroits inhabitable, et par son exploitation sans limite au profit des plus riches.

Si nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde, acceptons alors la honte d'appartenir à la partie dite "supérieure" d'une humanité à deux vitesses que nous aurons contribué à instaurer.

Il est difficile de trancher dans le débat sur le "transhumanisme", dont beaucoup récusent d'ailleurs l'éventualité, mais peut-être utile d'en poser les termes. Car l'harmonie du monde ne dépend pas seulement de notre capacité à en partager équitablement les ressources, mais aussi de notre volonté à supprimer les états de dépendance entre tous les êtres vivants.

Michel BERGER

Bibliographie :.

Élisée Reclus, *Examen religieux et philosophique du principe d'autorité,* Thèse défendue à la faculté de théologie de Strasbourg, 1851

René Girard, *La violence et le sacré, éd. Grasset,* 1972; *Des choses cachées depuis le commencement du monde*, éd.Grasset, 1989.

Georges Balandier, *Contribution à une sociologie de la dépendance,* Cahiers internationaux de sociologie n° XII p 47-69

JMG Le Clezio, *Alma,* éd. Galimard, 2017.

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs et lectrices de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner. S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonné(e)s, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonné(e)s de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, puis de plus en plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

A. Soltani 27 - Alain Bouchard 27 - R. Tarpinian 7 - Gérard Bouchard 27 - Jean-J. Bouchard 17 - J. Saillard 17 - F. Pichon 77 - F. Rachmuhl 17 - E. Barreau 30 - J. Hamon 26 – B. Simonnet 27 - P. Petitgas 17 - Philippe Bouchard 7 - S. Barbier 27 – F. Dosset 2. Total 352 euros

Merci à tous !

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

Quel monde demain ?

Au cours des récentes décennies des centaines de millions d'êtres humains sont sortis de la grande pauvreté, mais la population mondiale ayant considérablement augmenté, le nombre des pauvres reste de l'ordre du milliard et encore bien plus d'hommes et de femmes sont en précarité énergétique et n'ont accès ni à l'eau potable, ni à des systèmes performants de traitement des eaux usées et des ordures. Par ailleurs, l'obésité, devenue très fréquente, et la pollution de l'environnement tuent des millions de personnes chaque année.
Des interventions militaires occidentales récentes ont semé le chaos au Proche Orient et dans l'est de l'Afrique du Nord et d'importantes retombées négatives, qui pourraient persister des décennies, affectent de nombreux autres pays.

Les réorientations socio-économiques initiées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont progressivement, dans les pays les plus développés, diminué, puis fait disparaître la probabilité que les enfants aient une vie meilleure que leurs parents, sauf pour le groupe des ultra-riches.
La financiarisation du monde a entraîné de nombreuses crises dont la plus récente, celle des "subprimes", a mis à mal l'économie mondiale. Le redressement économique en cours n'a pas éliminé un taux de chômage (ou de non emploi) particulièrement élevé, notamment chez les jeunes de nombreux pays développés. On produit avec moins de personnels, devenus une simple variable d'ajustement.

La numérisation de la société, qui n'en est qu'à ses débuts, fait craindre une croissance continue des "hommes inutiles". Que deviendront-ils quand leur nombre excédera ce que peuvent traiter les aides sociales ?
Les fraudes et optimisations fiscales abondent à de très hauts niveaux et font périodiquement les gros titres de la presse. Les déclarations d'action ne manquent pas, mais paraissent rarement avoir un effet et le dumping fiscal devient la règle, avec de graves conséquences sociales.
L'avenir ne paraît donc pas très prometteur et va être encore plus compromis par la dérive climatique, amorcée il y a plus d'un siècle, mais devenant très notable depuis quelques décennies. Pour ralentir, puis interrompre cette dérive climatique aux effets négatifs déjà notables risquant de devenir dramatiques à relativement court terme il suffit de cesser d'émettre massivement des gaz à effet de serre provenant surtout de l'utilisation des énergies fossiles carbonées, de la production de ciment, de l'élevage des bovidés, de la riziculture et de l'emploi des engrais azotés.

Nya ka, une paille !!!

Dans les pays les plus développés, l'énergie nécessaire à la vie quotidienne provient essentiellement, souvent à 80%, des énergies carbonées avec, ici et là, de l'hydroélectricité et de l'énergie nucléaire. La priorité absolue est l'abandon du charbon, puis du pétrole, puis du gaz naturel. En pratique, hors appel à des panneaux solaires thermique, cela implique le tout électrique, ou peu s'en faut, avec un emploi massif de l'éolien, du photovoltaïque, des barrages et, peut-être, des centrales nucléaires. La production aléatoire des nouvelles énergies exigera la mise en œuvre de réseaux de production stabilisés par des dispositifs performants de stockage/relargage de l'énergie électrique : ceux connus, les plus prometteurs, entraînent une perte en ligne de 70 à 80%. Certains grands pays, comme l'Inde et la Chine, ont déjà décidé de passer à court terme au tout électrique pour leurs véhicules. La transition sera tout aussi complexe, sinon dramatique, pour passer à une agriculture avec un minimum d'intrants chimiques de synthèse et une alimentation humaine avec aussi peu de protéines animales (viandes ou poissons) que possible. Cela constituera à bien des titres un changement de civilisation et, pour une grande majorité des habitants des pays les plus développés, une décroissance notable du niveau de vie, incluant probablement un retour massif aux ouvriers agricoles et aux animaux de trait.
On remplacera les vacances aux Seychelles par le curage des fossés et la taille des haies bocagères.
Dans les pays pauvres, hors des beaux quartiers des grandes villes, la lumière c'est souvent la lampe à pétrole, le chauffage et la cuisson des aliments faisant appel au bois ou aux excréments d'animaux séchés et, pour les plus riches, le pétrole ou le butane. D'où la disparition des arbres et arbustes et un appauvrissement, lent mais certain, des sols cultivés, les transports étant essentiellement assurés par des véhicules diesel ou à essence et par la traction animale.
Remédier à cette situation socialement et écologiquement déplorable implique, là aussi, de passer massivement à l'électricité mais cela, prendra du temps et, en attendant, l'emploi du charbon, du pétrole, puis du gaz naturel seront indispensables. L'énergie électrique proviendra de barrages là où l'environnement le permet, de l'éolien dans les zones de bon vent et du solaire lorsque la densité de population ne peut pas rentabiliser la construction et l'entretien de réseaux électriques, la stabilisation de la fourniture électrique fera appel aux accumulateurs ou à la combinaison électrolyse de l'eau/hydrogène/pile à combustible ou hydrogène/méthanisation, déjà expérimentées, ici et là, dans les pays développés, ou pour les navires expérimentaux.

Le défi est d'autant plus grand que bien des pays concernés n'ont pas les ressources nécessaires pour financer cette transition.
L'utilisation énergétique de la biomasse est souvent mentionnée mais il faut se souvenir qu'elle n'apporte en fourniture nette qu'une ou deux tonnes équivalent pétrole par hectare et par an et devra toujours venir après la fourniture d'aliments, de fibres de bois d'œuvre, le maintien de la biodiversité et celui de la fertilité des sols.
Pendant les décennies de la période de transition, le charbon devrait rapidement être abandonné car c'est de loin le plus polluant mais pétrole et gaz naturel seront longtemps encore indispensables pour divers usages. On ne saurait donc, dès maintenant, condamner leur prospection, extraction et transport.
L'abandon progressif des hydrocarbures ruinera certains des pays producteurs dont les autres ressources ne permettront plus d'importer la nourriture qu'ils ne peuvent pas produire, ce qui pourrait inciter les habitants à migrer ailleurs.
La dérive climatique tend à désertifier certains pays ouest-africains arides à forte natalité qui, eux aussi, alimenteront des tendances migratoires à destination de pays mieux pourvus.
Maintenir sur place ces populations défavorisées et accueillir les inévitables migrants ne sera pas aisé.
Sans vouloir dramatiser, on doit noter que les éoliennes et panneaux photovoltaïques consomment beaucoup de métaux rares et que les batteries d'accumulateurs les plus répandus ou en développement sont à base de plomb ou de lithium et les réseaux électriques, presque exclusivement basés sur le cuivre.
Y aura-t-il assez de métaux pour tout le monde ?
Jointes à la dérive climatique, les limitations des interventions technologiques n'éviteront pas, ici ou là, de graves problèmes d'accès à l'eau douce, des famines, parfois durables, et des ruptures d'accès à l'énergie.
Si au cours des prochaines décennies de grands efforts ne sont pas faits pour réduire les inégalités entre pays et à l'intérieur des pays, et pour remplacer la lutte de chacun contre tous par une cohésion sociale donnant aux peuples confiance dans leurs institutions, de graves troubles sont à craindre , y compris des guerres civiles et entre états.

Jacques HAMON

TRIBUNE DES LECTEURS

RÉPONSE à Y.R., de Courcelles-Chaussy, dans la *Tribune des lecteurs* de *GR* 1192 :

La question posée par notre lecteur est pertinente et mon article sur l'énergie aurait dû évoquer davantage la biomasse.
Cette énergie est encore une des plus utilisées dans de très nombreux pays parmi les moins consommateurs d'énergie fossile et elle aura encore une part non négligeable dans l'avenir.
Si j'ai paru l'oublier c'est en partie en raison de sa part relativement faible dans la production d'énergie mondiale et de l'obligation pour moi de rester dans des limites raisonnables pour un article forcément bref.
La biomasse représente seulement 5% du total des énergies mondiales, contre 67% pour les énergies thermiques, 10% pour l'énergie nucléaire, le reste étant l'hydraulique, l'éolien et les énergies marines. (Chiffres discutables car il aurait fallu tenir compte des énergies primaires et des énergies utiles, ce qui devient vite complexe, mais la conclusion reste valable)
L'énergie issue de la biomasse se partage essentiellement en trois catégories : la combustion directe, les biocarburants, la méthanisation.
• La combustion directe a été très utilisée dans le monde et en Europe jusqu'au XIXème siècle avant l'exploitation massive du charbon. Elle a conduit, en France en particulier, à une déforestation importante, et même à une véritable crise énergétique.
Pour revenir à notre époque, brûler du bois dans des chaudières modernes est justifié dans l'habitat individuel, en revanche le procédé est moins adapté à l'habitat collectif. Cependant la pollution engendrée dans l'atmosphère sous forme de particules fines est loin d'être négligeable, ce qui a même conduit une ville comme Paris à interdire l'usage des cheminées à bois.
L'utilisation de granulés de bois se répand de plus en plus, mais suppose l'usage de sous produits de l'industrie du bois, la sciure essentiellement. Le bois déchiqueté présente les mêmes avantages, mais exige, pour être utilisable, des quantités d'énergie non négligeables.
• Les biocarburants issus de plantes sont tentants, à condition de n'utiliser que des déchets de végétaux, procédé assez coûteux. Pour qu'ils soient rentables il faut utiliser des plantes comme le maïs ou certaines céréales, mais au détriment de productions alimentaires dont les surfaces de production diminuent chaque année.
• Enfin la méthanisation permet de transformer en gaz combustibles des déchets organiques. C'est un procédé adapté aux petites unités agricoles et qui peut se généraliser assez facilement, mais qui restera faible comparé à notre usage des combustibles fossiles que nous devrons abandonner.
Cela dit l'avenir de la biomasse est riche de possibilités, telles que la transformation des algues marines ou l'assimilation chlorophyllienne artificielle. Celle-ci permettrait la transformation directe du gaz carbonique de l'atmosphère en combustible carbo-

né sans passer par des intermédiaires végétaux. La biomasse mérite donc de ne pas être négligée, même si d'autres voies me semblent plus immédiatement prometteuses pour assurer nos futurs besoins énergétiques.

Michel BERGER

***

Cela fait quelques années que je suis abonné à La Grande Relève, journal que j'apprécie beaucoup et qui m'apporte l'idée d'un projet de vie sociétale positif, avec une analyse précise et pertinente de l'actualité et je suis toujours surpris de vos compétences à explorer l'actualité, d'en décortiquer les détails. N'ayant découvert La Grande Relève que tardivement, j'aimerais connaître, si cela est possible, les fonctions des auteurs des articles. Sont-ils des économistes, des sociologues, des journalistes, des philosophes ? Merci beaucoup, très cordialement.

T. B., Gennes, Valles de Loire.

RÉPONSE : les auteurs des articles publiés dans la GR sont tous bénévoles, ce sont des abonnés, ou des personnes qui, ayant pris connaissance du journal par un proche ou par notre site, envoient leurs réflexions, par lettre ou par internet. Donc, en général, ils ne précisent évidemment pas quelles sont leurs activités.

Parmi nous, les auteurs qui participons le plus régulièrement à *La GR* et donc à sa réunion mensuelle de rédaction, aucun n'est économiste, sociologue, ou journaliste, … mais nous essayons tous d'être philosophes !!

Depuis le décès, en novembre dernier, de Caroline Eckert qui était ingénieure de recherches au CNRS dans un laboratoire à Strasbourg, nous sommes tous à la retraite… et c'est bien pour cette raison que nous avons le temps de lire, de réfléchir, de discuter et puis de rédiger un texte.

Voici, en résumé, de quoi vous éclairer sur nous lorsque nous étions encore "en activité" :

Marie-Louise Duboin et son mari Jean-Pierre Mon étaient professeurs d'université et chercheurs, respectivement en science de la haute atmosphère et en propagation des ondes, ils ont eu des responsabilités au sein du syndicat de l'enseignement supérieur de la FEN (le snesup), et ont été adhérents de l'association Attac dès sa création.

Comme l'est encore Sophie Maloberti qui était secrétaire de direction et estime que les 15 ans passés au sein de la direction d'un grand quotidien lui ont surtout apporté un grand enrichissement intellectuel.

François Chatel était ingénieur dans la recherche en aéronautique.

Bernard Blavette a reçu la formation d'une école de commerce, il est adhérent d'Attac et de la Ligue des Droits de l'Homme.

Michel Berger, également adhérent d'Attac, est ingénieur urbaniste et il a beaucoup travaillé dans les centres de grandes villes anciennes.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus chaque mois)*
DOM . . . . . .26 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
RÉGIME INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, …) 29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . .27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,…) . . . . . 30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…) . . .30 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque, bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet
France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR.....
• JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire des majuscules)* :
M., Mme, ou Melle, prénom, nom : .....
immeuble (éventuellement) : .....
N° et voie : .....
code postal et commune : ..... *pays*.....
• JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE :..... SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

- ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (2 euros).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4 euros).

- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 euros).

- D'anciens numéros et un court résumé de nos thèses (4 pages de format A4) sont disponibles (2 euros chacun).

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone, *seulement le lundi après-midi* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http : //www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)